

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59 019 LILLE cedex

Lille, le 12 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BOSTIK**

Route de Bailly  
B.P. 30 009  
60170 Ribécourt-Dreslincourt

Références : IC-R/0143/23-CM/SL  
Code AIOT : 0005101506

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2023 dans l'établissement BOSTIK implanté Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOSTIK
- Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt
- Code AIOT : 0005101506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement BOSTIK a été créé en 1891. Il est implanté dans la commune de Ribécourt-Dreslincourt dans le département de l'Oise (60) et compte actuellement environ 180 personnes. Il est spécialisé dans la fabrication de colles et d'adhésifs. Les principales gammes de produits fabriquées sur le site BOSTIK de Ribécourt-Dreslincourt sont :

- les émulsions vinyliques ;
- les colles aqueuses ;
- les colles thermofusibles ;
- les colles solvantées, polyuréthanes, époxy et polyester.

La production est de l'ordre de 55 000 tonnes par an.

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement est classé Seveso seuil haut par application de la règle du cumul pour l'addition des substances ou mélanges sources de dangers pour la santé.

Le site dispose de 3 circuits de refroidissement alimentant 3 ateliers différents.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les circuits de refroidissement du site et les tours aéroréfrigérantes  
Arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	/	Sans objet
9	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Sans objet
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	/	Sans objet
4	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	/	Sans objet
5	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	/	Sans objet
6	Transmission des résultats d'analyses réglementaires	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	/	Sans objet
8	Procédure en cas de dépassement des 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence la nécessité de mettre à jour les analyses méthodiques des risques de chacun des circuits de refroidissement. Ces dernières datent de plus d'un an et comportent des imprécisions.

De plus, les conditions de mises en œuvre des dévésiculeurs permettant de respecter le taux d'entraînement des gouttelettes d'eau inférieur à 0,01% en fonction du débit d'eau en circulation n'ont pas été démontrées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li><li>— les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li><li>— les dispositions du présent arrêté.</li></ul> <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;</li><li>— la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;</li><li>— les attestations de formation de ces personnes.</li></ul> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p><b>Constats :</b> Les personnes nommément désignées par la société Bostik pour l'exploitation des TAR sont Mme Laure Vandesype (animatrice HSE), Mme Crucerescu (ingénieur HSE) et M Clerget (animateur HSE, responsable de l'exploitation des TAR). Les dernières attestations de formation pour ces personnes par la société CAPSIS datent du 4 mars 2021 (formation le 5 février 2021). Le contenu de la formation est détaillé : conditions de prolifération et dispersion des légionelles, les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés et les dispositions des arrêtés du 14 décembre 2013. Une formation au prélèvement d'échantillon a été faite également.</p> <p>La société CARSO fait une analyse sur la présence de légionelles une fois par mois. Cette dernière soustraite à un préleveur nommé LAEPS. L'exploitant a transmis à l'inspection l'attestation de formation du préleveur. Elle est valable jusqu'au 30/06/2023.</p> <p>La formation du personnel désigné est encadrée par la procédure INST-02275. Elle décrit le plan de formation pour l'ensemble du personnel impliqué dans l'exploitation des TAR y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation. Il est bien indiqué qu'un recyclage de formation a lieu tous les 5 ans. S'agissant des entreprises extérieures susceptibles d'intervenir sur le circuit ou de réaliser des prélèvements, la procédure indique qu'une vérification des attestations de formation est faite lors du plan de prévention en amont de la prestation.</p> <p>L'inspection n'a pas vérifié le contenu des formations dispensées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>— les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>— les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>— les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li> </ul> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;</li> <li>— un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</li> <li>— les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</li> </ul> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une analyse méthodique des risques (AMR) pour chacun des circuits de refroidissement, à savoir 3 : « circuits centraux » composé de 6 TAR, « circuit PU » composé d'une TAR et « circuit PE » composé d'une TAR.</p> <p>Ces AMR comportent chacune :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la constitution du groupe de travail ayant réalisé cette AMR (exploitant (HSE, exploitation), société traitement de l'eau),</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la présentation et le schéma du circuit de refroidissement,</li> <li>- la gestion de l'hydraulique avec l'indication de la présence des bras morts de conception et d'exploitation. Les bras morts de conception ont fait l'objet de travaux afin de les supprimer. Les bras morts d'exploitation sont répertoriés dans les AMR.</li> <li>- la gestion du traitement de l'eau,</li> <li>- l'analyse des facteurs de risques, des modes de défaillance, de leur effet et de leur criticité,</li> <li>- la méthode de cotation des risques et leur hiérarchisation.</li> </ul> <p>Sur cette base, l'exploitant a défini un plan de surveillance et d'entretien et les procédures spécifiques d'arrêts et de redémarrage que nous développerons plus tard dans ce rapport.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure générale PROC-00401 "description des circuits de refroidissement". L'aspect AMR y est abordé. Il est indiqué qu'une révision annuelle doit être faite à minima ou en cas de modification de l'installation ou de changement de traitement.. Les AMR datent du 31 mars 2021, soit plus d'une année. De plus, lors des échanges, l'exploitant s'est aperçu d'erreurs dans ces documents notamment sur le schéma de principe.</p> <p><b>Fait susceptible de suite n°1 : Les AMR n'ont pas été mises à jour depuis plus d'un an.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites - <b>délai de réponse : 1 mois</b></p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p>

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

**Constats :** Une procédure définit le plan de surveillance : INST-00655. Elle définit le type de traitement et le suivi mis en œuvre sur les circuits de refroidissement.

Les circuits fonctionnent en continu. Un arrêt prolongé pour maintenance a lieu au mois d'août.

En termes de traitement, les trois circuits sont traités en continu pour le tartre et la corrosion. La dose apportée a été définie avec le traiteur d'eau, la société Solenis.

Le traitement par les biocides se fait de manière bi-hebdomadaire. Ces doses par choc ont été définies par Solenis. Elles sont injectées de façon automatique à l'aide d'une pompe spécifique pour chaque circuit. Les produits sont à large spectre.

La procédure INST-00903 définit les plans de maintenance préventive pour les trois circuits, notamment le fonctionnement des pompes et contrôle des niveaux des produits de traitement dans leur contenant.

Un entretien a lieu annuellement lors de l'arrêt prolongé en période estivale. Une procédure encadre cet arrêt et la mise en route des circuits de refroidissement : PROC-00176. Les systèmes sont arrêtés, vidés et nettoyés complètement par une entreprise extérieure. Les étapes de la remise en eau sont également définies. Il est indiqué les traitements à mettre en place lors de cette remise en eau ainsi que les analyses à réaliser. Les doses des produits de traitement pour chaque circuit ont été définies par la société de traitement d'eau.

La procédure "Surveillance du traitement de l'eau de réfrigération" définit les paramètres de suivi ainsi que les valeurs cibles, d'alerte et d'action. Les paramètres suivis sont le TH, la conductivité, les matières en suspension, la légionella et la flore totale. La procédure indique les actions à mettre en place en cas de dérive pour chaque paramètre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Carnet de suivi</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>— les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>— les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>— les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li> <li>— le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>— les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>— les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li> <li>— les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;</li> <li>— les modifications apportées aux installations.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique avoir un carnet de suivi dématérialisé par circuit de refroidissement.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'ensemble des carnets de suivi n'ont pas été vus. Seul un des trois carnets de suivi a été partiellement consulté.</p> <p>S'agissant de la consommation des produits de traitement préventif et curatif, l'exploitant suit cet aspect via les commandes réalisées dans le logiciel SAP.</p> <p>L'exploitant indique que les produits de traitement sont conditionnés soit en GRV de 1000 litres soit en bidons de 20 litres. Pour ceux conditionnés en bidon, l'exploitant indique avoir plusieurs bidons en stock. Pour ceux en GRV, une commande est faite via SAP dès que le conteneur est au 3/4 vide. Le technicien regarde chaque semaine le niveau dans les GRV. Pour ce type de conditionnement, il n'y a pas de stock.</p> <p>Les actions de maintenance, préventives, curatives si elles existent sont tracés dans un classeur informatique vu le jour de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila  La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
<b>Constats :</b> La procédure "surveillance du traitement de l'eau de réfrigération» (INST-00655) définit les paramètres suivis et les fréquences d'analyse.  La recherche de légionelles est réalisée une fois par mois par une société extérieure et 2 fois par semaine par l'exploitant. Ces dernières sont faites dans le laboratoire interne du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Transmission des résultats d'analyses réglementaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées  Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
<b>Constats :</b> Pour les analyses réalisées par la société extérieure (CARSO), les résultats sont transmis directement à l'exploitant alors même que le prélèvement se fait par un organisme tiers.  Les résultats des dernières analyses en date du 24 février 2023 ont été transmis à l'inspection. Ils proviennent de la société CARSO. L'heure de prélèvement est le lieu y est clairement indiqué ainsi que le nom de préleveur.  L'exploitant renseigne régulièrement l'application GIDAF. L'ensemble des analyses mensuelles y sont téléversées. Aucune ne fait état d'un dépassement pour l'année 2022 ou 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Nettoyage préventif annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> c) Nettoyage préventif de l'installation  Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> La procédure INST-00903 indique qu'une fois par an lors de l'arrêt annuel du mois d'août les circuits sont vidangés. Un nettoyage mécanique de l'ensemble des TAR est réalisé. Un nettoyage chimique, un détartrage et une désinfection des trois circuits sont également réalisés. La remise en route des circuits de refroidissement sont décrits dans la procédure PROC-00176.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L. a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT — TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE — DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ». Ce document précise : — les coordonnées de l'installation ; — la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; — la date du prélèvement ; — les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella</i>

pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

**Constats :** Une procédure existe en cas de dépassement supérieur à 100 000UFC/l : PROC-00154. Elle définit les étapes à suivre dès la réception du résultat. L'exploitant indique être en capacité d'arrêter immédiatement ses installations.

Elle définit également les traitements à mettre en œuvre avec les quantités pour chaque produit. Lors de la visite de terrain, les produits nécessaires à ce type de traitement de choc étaient présents en quantité suffisante sur le site et sur rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 9 : Etat des parties visuellement accessibles.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2. Entretien préventif de l'installation  L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.  Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.
<b>Constats :</b> La visite de terrain a permis de visualiser l'ensemble des TAR.  Sur le circuit avec 6 TAR, l'inspectrice s'interroge sur la présence de nids d'abeille sur les cotés des TAR en lieu et place d'ailette.  L'exploitant a transmis une attestation de la performance des dévésiculeurs pour chaque circuit. Les attestations précisent que le taux d'entraînement des gouttelettes est inférieur à 0,01%. Cependant, ces attestations font état de conditions d'utilisation pour satisfaire ce taux et notamment le débit d'eau en circulation. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les éléments attestant du bon respect de ces conditions.  <b>Fait susceptible de suite n°2 :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure d'établir la conformité relative au rendement des dévésiculeurs au regard des conditions d'utilisation et de fonctionnement des TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites - <b>délai de réponse : 1 mois</b>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet